

Pour le MR, le plus dur reste à venir

**Jean-Benoît Pilet,
politologue de l'ULB, passe en
revue les grands enjeux
politiques de la rentrée.**

**Le gouvernement Michel
aborde la deuxième moitié de
la législature dans un contexte
marqué par la menace
terroriste.**

**La ligne qu'adoptera la N-VA
en 2019 reste une énigme.**

Loi de 1996, Isoc : réformes explosives

Deux chantiers essentiels attendent le gouvernement Michel : la réforme de la loi de 1996 sur la compétitivité des entreprises et celle de l'impôt sur les sociétés (Isoc). Le ministre de l'Emploi, Kris Peeters (CD&V), souhaite introduire des mécanismes de correction automatique en cas de dérapage salarial. Le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), envisage pour sa part de réduire les prélèvements imposés aux entreprises.

Pour Jean-Benoît Pilet, professeur de sciences politiques, ce sont là *"les deux mesures avec le plus haut potentiel explosif"*. Car si le principe de la réforme semble acquis, dans un cas comme dans l'autre, les modalités restent floues. S'agissant de la loi de 1996, le gouvernement pourrait se contenter d'un toilettage léger, ou au contraire se saisir de l'occasion pour imposer un encadrement draconien des salaires, voire une remise en cause structurelle de l'index. Même ambiguïté concernant l'Isoc : la réforme serait-elle financée par une suppression des niches fiscales (en ce compris les intérêts notionnels) ou par de nouvelles coupes dans les dépenses publiques ?

Ces questions devraient raviver les tensions entre CD&V et N-VA. *"Au-delà de ces deux partis, ce sont deux modèles qui s'affrontent, pointe Jean-Benoît Pilet. Le CD&V s'inscrit dans la tradition belge du consensus, d'un réformisme graduel, où le dialogue social est valorisé, où on essaye d'inclure un maximum d'acteurs dans la préparation des réformes – patronat, syndicat, opposition... La N-VA se situe dans un autre schéma. Elle est dans une logique pure de majorité contre opposition. Elle ne craint pas d'aller à la confrontation. Sa conception du pouvoir est proche du modèle britannique : le gouvernement a la majorité, il est légitime pour prendre toutes les réformes qu'il juge positives, il n'est pas là pour nouer des compromis, et si les citoyens ne sont pas contents, ils n'auront qu'à voter pour d'autres partis la prochaine fois. A l'inverse, le modèle belge avait un avantage : réduire le conflit social. Et un inconvénient : il engendre de la lenteur et de la complexité, car les acteurs autour de la table sont plus nombreux. Avec la N-VA, on est train de sortir de ce modèle historique."*

François Brabant

SNCB : le MR est coincé par son électorat

Depuis son entrée en fonction en avril, suite à la démission de Jacqueline Galant, François Bellot (MR) a pu mesurer à quel point être ministre des Transports en Belgique est une tâche ingrate. Rares sont les dossiers aussi complexes que celui de la SNCB. L'entreprise publique connaît depuis plusieurs années une croissance spectaculaire du nombre de passagers. Un paramètre auquel elle doit faire face alors que l'Etat ne cesse de rogner sa dotation. D'où une équation insoluble. *"On a une SNCB qui coûte cher, et le gouvernement voudrait qu'elle coûte moins cher, sans sacrifier des liaisons ni augmenter le coût des billets,"* résume Jean-Benoît Pilet. *Or on ne peut pas à la fois baisser la dotation, maintenir l'infrastructure, et garder des prix bas pour le voyageur."*

Une autre donnée complique la gestion du dossier SNCB : l'ascension de la N-VA. *"Les entreprises publiques, ce sont aussi des positions de pouvoir que les partis avaient tendance à se répartir. Depuis 2014, un nouvel acteur est entré dans le jeu, et il réclame sa part avec insistance. On peut le comprendre. Si on regarde le nombre de patrons et d'administrateurs étiquetés N-VA dans les entreprises publiques, on constate que la représentation nationaliste est nettement en dessous de son poids électoral."*

François Bellot devra aussi rassurer les francophones quant à sa volonté de garantir l'achèvement du RER, maintes fois reporté. *"C'est un dossier où le MR est coincé par son électorat. Idéologiquement, cet électorat n'est pas très favorable à de grandes entreprises publiques monopolistiques, avec des syndicats forts. Mais si on réduit le budget de la SNCB, les deux premières conséquences probables seront l'inachèvement du RER en Brabant wallon, province libérale par excellence, et la suppression de petites lignes rurales, qui desservent surtout des communes à majorité libérale."* Peu avant de devenir ministre, François Bellot, bourgmestre de Rochefort, avait donné une interview au "Vif" où il dénonçait le dédain de l'Etat fédéral vis-à-vis des communes rurales de Wallonie.

F.B.

La stratégie attentiste d'Elio Di Rupo

Deux ans après le début de la législature, le PS semble encore sous le choc de son éviction du gouvernement fédéral. Principale force d'opposition à la Chambre, les socialistes francophones peinent à se relever de la défaite de 2014. *“La situation n'est pas facile, car le PS, tout comme le MR, s'adresse à un électorat très large, observe Jean-Benoît Pilet. Son spectre électoral va de la gauche jusqu'au centre. La menace du PTB l'oblige aujourd'hui à tenir un discours de gauche assez fort. De plus, sa base syndicale est très mécontente des mesures du gouvernement fédéral. Mais, d'autre part, le PS mène une gestion plutôt centriste en Région wallonne. Surtout, il sait que s'il revient au pouvoir au fédéral après 2019, ce ne sera sans doute pas dans une coalition de gauche.”*

Le PS doit-il se recentrer, ou au contraire gauchir encore sa ligne ? A chaque mauvais sondage, la question génère de l'énervement et des doutes parmi les leaders socialistes. Peu sensible à ces accès de fébrilité, le président du parti, Elio Di Rupo, maintient son cap. En silence. *“Sa stratégie, c'est de temporiser, se taire et attendre que le MR soit mis en difficulté. Il se dit : arrêtons de nous énerver, il n'y a de toute façon pas d'élection avant deux ans, on va gérer le scrutin communal de 2018, car l'ancrage local du PS reste très fort, et après, seulement, ce sera la vraie bataille. Je pense que c'est la conviction d'Elio Di Rupo depuis le début : en s'alliant avec la N-VA, Charles Michel joue avec le feu, tôt ou tard, il va se brûler les doigts. Le PS mise sur une situation ingérable pour le MR dans les derniers mois de la législature. Ce n'est pas impossible que ça se produise. La N-VA va devoir satisfaire une base qui veut la fin du modèle belge et qui pense que 2019 sera le grand soir.”*

Les autres partis d'opposition (SP.A, Ecolo, Groen, CDH, Defi, PTB, PP, Vlaams Belang) n'ont jusqu'à présent jamais réussi à faire tanguer la coalition fédérale. Il est peu probable qu'ils y parviennent dans la seconde moitié de la législature. *“Ce qui peut arriver, c'est que l'opposition mette en difficulté un ministre en particulier, comme ça a été le cas avec Jacqueline Galant. Mais faire tomber le gouvernement, ou simplement le déstabiliser, ça paraît hautement improbable.”*

F.B.

Mouvement réformateur

Le double grand écart de Charles Michel

Monter au gouvernement fédéral en y étant le seul parti francophone. Au sortir de l'été 2014, le choix du MR avait paru audacieux, sinon téméraire. Parmi les élus libéraux eux-mêmes, certains doutaient de cette stratégie à hauts risques. Deux ans plus tard, un constat s'impose : jusqu'à présent, le MR n'apparaît pas déforcé par l'aventure suédoise. "Il l'est d'autant moins qu'il est parvenu à maîtriser l'agenda communautaire de la N-VA, relève Jean-Benoît Pilet. Les ministres nationalistes ne donnent pas l'impression de multiplier les prétextes pour provoquer la prochaine réforme de l'Etat. Même si on voit quelques tentatives de leur part de faire du communautaire."

Ce premier bilan pourrait-il inciter Charles Michel à renouveler la formule actuelle (MR, N-VA, CD&V, Open VLD) après 2019 ? L'hypothèse ne pourra tenir la route qu'à deux conditions. "Il faudra d'abord gérer l'agenda pro-autonomiste de la N-VA, elle-même confrontée à la concurrence du Vlaams Belang. Si les élections communales de 2018 aboutissent à une remontée de l'extrême droite flamande, la pression va s'accroître sur

la N-VA. Il n'est pas sûr qu'elle tolère cinq ans de plus sans réforme de l'Etat."

Pour rester le meneur de jeu francophone, et empêcher le retour d'Elio Di Rupo, Charles Michel devra résoudre une seconde difficulté : ne pas s'aliéner son électorat centriste à force de suivre la droite flamande. "Une partie non négligeable de l'électorat MR est au centre. Chaque fois que les libéraux ont obtenu des grandes victoires, comme en 2003, c'est quand ils ont réussi à engranger un important stock de voix centristes. Louis Michel se chargeait du centre, Didier Reynders se chargeait de la droite. Cet exercice est aujourd'hui plus ardu pour le MR. Il n'a plus de leader charismatique au centre, et il est confronté à une évolution du débat politique. Désormais, il doit couvrir tout l'espace allant du centre à une droite assumée sur les thèmes socio-économiques, mais aussi sur les questions liées à l'identité, au terrorisme, à l'immigration... Les citoyens qui se positionnent au centre sur une dimension peuvent être très à droite sur l'autre, et vice-versa. Pour triompher en 2019, Charles Michel devra donc réussir un double grand écart."

F.B.

Terrorisme

L'agenda sécuritaire donnera le ton

La première moitié de la législature a été marquée par deux séries d'événements de nature très différente. D'abord, une contestation sociale d'ampleur, avec des grèves et des manifestations comme la Belgique n'en avait plus connues depuis trente ans. Ensuite, une intensification de la menace terroriste, confirmée par les sanglants attentats du 22 mars.

Les opérations djihadistes ont induit, dans le débat public, une montée des thèmes identitaires et sécuritaires. Toutefois, ceux-ci n'ont jamais occulté l'agenda socio-économique, qui est resté central. Jusqu'à présent, du moins. Cela pourrait-il changer d'ici 2019 ? *"C'est difficile à anticiper, répond Jean-Benoît Pilet. On sent bien une préoccupation des citoyens sur le socio-économique. Ils se rendent compte que la reprise n'est pas au rendez-vous, que les effets bénéfiques de mesures comme le tax-shift ne sont pas si évidents. Les Belges ne perçoivent pas une augmentation de leur pouvoir d'achat aussi nette qu'après la réforme fiscale décidée en 2001."*

En dépit de ces inquiétudes citoyennes, l'agenda sécuritaire devrait pour-

tant prendre le pas sur le socio-économique, estime Jean-Benoît Pilet. *"De plus en plus, le Vlaams Belang redevient une menace pour la N-VA. Pour se maintenir au sommet, celle-ci voudra tenir un discours dur sur l'immigration. Bart De Wever et Theo Francken vont encore plus jouer cette carte-là."*

Un autre facteur sera déterminant : l'influence de l'actualité française, allemande et néerlandaise. *"La Belgique est un pays extrêmement spongieux, souvent contaminé par les débats qui se déroulent chez nos voisins. Or on sent bien que la campagne présidentielle française va tourner autour des sujets identitaires. D'ores et déjà, les effets se font sentir, même en Flandre, où la N-VA a importé la polémique sur le burkini. Par ailleurs, les élections approchent en Allemagne, avec une AfD en pleine ascension qui se positionne de plus en plus sur la sécurité. Et aux Pays-Bas, Geert Wilders refait parler de lui. Bref, on est entouré de contextes politiques où les débats sont dominés par la sécurité, l'identité culturelle, le rapport à l'islam... Cela devrait avantager la N-VA, et dans une certaine mesure le MR."*

F.B.